



Sections de l'Allier

Moulins, le 17 janvier 2017

Madame la Présidente,

Vous convoquez ce jour un comité technique local dont le point principal est la situation des emplois. Quel doux euphémisme pour qualifier les suppressions d'emplois !

Les suppressions se poursuivent dans le cadre dogmatique du pacte de responsabilité. La DGFIP représente 5,4% des effectifs de la Fonction publique d'État ; dans ce cadre elle doit supporter 57.42% des suppressions d'emplois. La direction Générale se félicite de ce volume réduit de suppressions d'emplois par rapport aux années précédentes. Cela résulte pourtant d'une manœuvre des plus malhonnête puisqu'elle intègre des apprentis et les services civiques en les comptabilisant en Emplois Temps Plein Travaillé, faisant au passage fi du Code du travail qui stipule que ces emplois ne doivent pas être comptabilisés dans les effectifs des entreprises.

Cette malhonnêteté se double de cynisme lorsque les ministres annoncent un renfort de 500 emplois pour faire face aux charges supplémentaires liées à la mise en œuvre du prélèvement à la source. Pourtant, nous le savons tous : nous ne verrons aucun renfort arriver !

Le total réel des suppressions serait donc de 2 330 (1630 suppressions, 200 apprentis, 500 renforts).

À cela il faut rajouter les 3 521 vacances d'emplois déjà existant au plan national.

L'exercice de ce CTL consiste à appliquer à notre département sa quote-part des 1630 suppressions décidées au plan national. Au titre de 2017, nous perdons encore 14 emplois : 1 A+, 3 A, 6 B et 4 C.

Cela vient s'ajouter aux nombreuses coupes déjà supportées au cours des années précédentes : -12 en 2016, -12 en 2015, -13 en 2014...

Depuis 2008, ce sont plus de 120 emplois qui auront localement disparu, dans un contexte de fortes restructurations, de suppressions de services, de fermetures de postes et d'un accroissement constant de la charge de travail, malgré l'idée toujours véhiculée d'une dématérialisation simplifiant et allégeant les tâches... Cherchez l'erreur !!!

Malgré, les remontées régulières que vous prétendez faire sur les difficultés rencontrées par notre département dit « rural », du fait notamment de la réforme territoriale et des fusions/absorptions de service, passées et à venir, nous pouvons vérifier au regard des chiffres déclinés localement que le discours n'est

pas passé, en plus haut lieu !!! Nos intérêts sont-ils aussi bien défendus qu'on le dit ?

Dans l'Allier comme ailleurs, la situation des effectifs est devenue intolérable. Conditions de vie au travail, défiance vis-à-vis des agents, remise en cause permanente de leur travail surtout en cas d'intervention politique, impossibilité d'exercer correctement les missions, difficultés pour obtenir une mutation, ...la liste est longue de tout ce qui génère stress et mal-être parmi les personnels.

Si une preuve manquait encore, les résultats du dernier tableau de bord de veille social en sont encore l'expression.

Cela s'ajoute à un empilement de réformes en tout genre, induites par les lignes directrices qui ne font qu'ouvrir la voie à la disparition de notre administration, le tout sur fond d'attaques politiques systématiques contre les fonctionnaires relayées avec complaisance par les médias sans réaction aucune du pouvoir en place.

Pour montrer leur opposition et leur ras-le-bol de cette situation, les agents, catégorie A+ comprise, se sont mis en grève le 15 novembre 2016. Ce serait une erreur que de minimiser cette action dans un climat de dialogue social dégradé.

Les agents sont à bout, combien de temps encore allez-vous encore l'ignorer et faire comme si tout allait bien ? Quand allez-vous les écouter ?

En notre qualité de représentants des personnels, nous refusons de participer à cette mascarade de dialogue social. Pourquoi siégerions-nous à ce CTL ? De quelle marge de manœuvre disposons-nous ? Êtes-vous prête à stopper l'hémorragie d'emplois du département ?

Pour toutes ces raisons nous ne siégerons pas au présent CTL mais nous tenions, une fois encore, à porter les revendications des agents que nous représentons.

Nous sommes CONTRE les suppressions d'emplois !

Nous exigeons :

- l'arrêt des suppressions d'emplois et l'établissement un plan pluriannuel de recrutement pour renforcer la DGFIP en emplois et recruter les listes complémentaires des concours ouverts ;**
- un moratoire sur les restructurations et l'engagement véritable réflexion sur l'accès au service public, son implantation et sa couverture territoriale ;**
- la reconnaissance, les droits et les conditions de vie au travail des agents comme de véritables priorités.**